ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Bien des problèmes mondiaux pressants, comme la propagation des maladies infectieuses ou les crises financières, sont d'une telle ampleur qu'un pays ne parviendrait jamais par ses propres moyens à les résoudre. Ces problèmes compromettent le bien-être, la sécurité et la prospérité de tous les pays. Pour les régler, il faut donc faire appel aux ressources et à l'engagement conjoint de la communauté internationale par l'entremise des organisations multilatérales et des partenaires mondiaux. Ces organisations permettent de bénéficier d'économies d'échelle et d'une plus grande portée, de sorte que les donateurs individuels, tels que le Canada, peuvent apporter leur aide à un plus grand nombre de pays. La majorité des contributions du Canada sont présentées tout au long du présent rapport, dans le cadre des résultats obtenus selon les priorités thématiques.

Les organisations multilatérales jouent un rôle essentiel dans la promotion de la coopération en matière de développement international. Par l'entremise de l'engagement pangouvernemental du Canada avec des organisations multilatérales, le gouvernement fait la promotion de valeurs qu'il partage avec le reste du monde, comme l'égalité et la démocratie. Le Canada siège d'ailleurs au conseil d'administration de plusieurs organisations multilatérales; il doit donc s'assurer qu'elles sont bien gérées et qu'elles atteignent leurs objectifs.

Vous trouverez ci-après un résumé de certaines des principales contributions du gouvernement du Canada à de telles organisations.

Contribution du Canada à la Banque mondiale

En 2013-2014, le Canada, par l'entremise du ministère des Finances, a versé une subvention totale de 492,8 millions de dollars à l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale et à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en vue d'obtenir des résultats dans tous les secteurs prioritaires du gouvernement en matière de développement. Le Groupe de la Banque mondiale est l'un des principaux partenaires du Canada en matière de développement international et, selon plusieurs rapports indépendants, se classe parmi les principales organisations multilatérales. Le soutien continu du Canada au Groupe de la Banque mondiale fait partie intégrante de l'engagement qu'il a pris afin d'accroître la responsabilisation et l'efficacité de l'aide canadienne.

RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES PAR LE CANADA AUX INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

La date à laquelle est publié le Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* a été modifiée de façon qu'elle corresponde désormais à la date de publication du présent rapport. Pour répondre aux exigences de la loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, tous les renseignements relatifs à l'engagement du Canada à l'égard des institutions de Bretton Woods seront disponibles à compter du 30 septembre 2014 sur le site Web de Finances Canada.

Une part importante de la contribution du gouvernement du Canada a été fournie sous forme de soutien de base à l'IDA, l'association du Groupe de la Banque mondiale qui a principalement pour objet de venir en aide aux pays les plus pauvres. L'IDA fournit des subventions et des prêts assortis de conditions favorables aux pays à faible revenu, ainsi que des subventions aux États fragiles et touchés par un conflit et d'autres pays présentant un risque de surendettement. Tous les fonds de l'IDA sont versés directement aux gouvernements. Ces versements sont d'ailleurs accompagnés de mesures de protection environnementale, financière et des droits de la personne afin que les fonds soient dépensés adéquatement.

En 2013-2014, les négociations entourant la reconstitution de l'IDA ont offert au Canada une excellente occasion de contribuer à établir les priorités et les programmes de la Banque mondiale dans les pays les plus pauvres. Les résultats de ces négociations correspondent aux priorités du Canada. Par exemple, au cours de la prochaine année, l'IDA mettra davantage l'accent sur les régions frontalières les plus difficiles, sur une plus grande mobilisation du secteur privé ainsi que sur des investissements plus substantiels et ciblés à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques et de l'égalité entre les sexes.

À la suite de ces négociations fructueuses, le Canada s'est engagé à verser un total de 1,32 milliard de dollars au cours des trois prochaines années. Le Canada demeure ainsi au sixième rang des donateurs de l'organisation et contribue à un engagement total sans précédent de 52 milliards de dollars sur trois ans en vue d'accélérer la lutte pour éradiquer la pauvreté extrême. Ces fonds appuieront une vaste gamme d'activités de développement et contribueront à ouvrir la voie à l'égalité entre les sexes, à la croissance économique, à la création d'emplois, à de meilleurs salaires ainsi qu'à de meilleures conditions de vie.

La Banque mondiale produit un rapport annuel énonçant les résultats de développement qu'ont obtenus différents pays avec l'aide de l'IDA et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la filiale de la Banque mondiale axée sur les pays à revenu intermédiaire. Les résultats présentés concernent de nombreux secteurs d'investissements, tels que les institutions et la gouvernance; le développement humain et l'égalité entre les sexes; l'infrastructure; l'agriculture et la sécurité alimentaire; les changements climatiques et l'environnement; les finances, le développement du secteur privé et le commerce. De 2003 à 2013, par l'entremise de deux organismes de prêt de la Banque mondiale, tous deux appuyés par le Canada, 597 millions d'enfants ont été vaccinés, 195 millions de femmes ont reçu des soins prénataux et 117 millions de personnes ont eu accès à des services de santé. En outre, de 2002 à 2013, on a aménagé ou remis en état 260 000 km de routes dans le monde entier.

Le Canada a également fourni 51,2 millions de dollars à l'IADM par l'entremise du Groupe de la Banque mondiale. Les décaissements pour l'allègement de la dette réalisés dans le cadre de l'IADM contribuent à réduire la pauvreté en libérant des ressources, lesquelles auraient autrement été affectées au service de la dette souveraine, pour les affecter à des dépenses sociales. Cette initiative a permis de réduire les paiements au titre du service de la dette dans les pays bénéficiaires. Ces apports de fonds ont ensuite permis aux gouvernements d'accroître leurs dépenses destinées à réduire la pauvreté.